

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 587 JEUDI 3 OCTOBRE 1985 8,00 F

COHABITATION EN 86: à la soupe!



D'après « Tonton Marcel et la cohabitation » de Régis Franc

GREENPEACE

L'honneur de l'armée...
Quand les barbouzes
barbotent,
les politiciens plongent !

PAGE 12

RESTRUCTURATIONS

Coup bas à Douai.
La régie Renault se
modernise sur le dos
des travailleurs.

PAGE 5

INSOUMISSION

Procès de Chr. Frigoult.
Les ministres s'en vont,
les insoumis restent
en prison.

PAGE 6

F°P. 2520

communiqués éditions

• BREST

Le groupe « Les Temps Nouveaux » reprend ses émissions « Les Raisons de la colère » sur Fréquence-Mutine, 104 MHz, tous les mercredis de 20 h à 21 h.

• LE HAVRE

Le groupe Jules-Durand de la F.A. du Havre reprend ses activités. Tous ceux qui désireront se mettre en contact avec lui peuvent écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg de la F.A. tient toujours une table de presse le samedi matin au marché aux Puces à partir de 10 h.

• AUBENAS

Le groupe anarchiste d'Aubenas - F.A. - reprend ses activités. Amis libertaires de la région et sympathisants n'hésitez pas à nous contacter pour renforcer l'expression des idées anarchistes dans le sud de l'Ardèche. Ecrire à : CES, BP n° 12, 07140 Les Vans, ou contactez-nous le samedi sur le marché d'Aubenas lors de la diffusion du *Monde libertaire*.

• MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille tient dorénavant ses permanences le samedi, de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (Métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• DIEPPE

L'association du Temps présent vous invite, le jeudi 12 octobre, à 21 h, à la M.J.C. de Dieppe. Elle vous propose une soirée-débat sur le thème de l'armée.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — **PAGE 3 :** Cohabitation en 1986 ou concubinage immédiat, Editorial — **PAGE 4 :** En bref, Retour de vapeur, Imprimerie, Mineurs et unité internationale — **PAGE 5 :** Verrière d'Albi, Douai et coup de grisou syndical — **PAGE 6 :** Réfugiés italiens, Procès de Christian Frigoult, Le salut est en nous, Douze policier rouennais inculpés — **PAGE 7 :** Jad : peintre contre le nucléaire, Mururoa mon amour — **PAGE 8 :** Droits de l'homme derrière les barreaux en Algérie, Afrique du sud : un combat international, Mort de Springer — **PAGE 9 :** Histoire de l'anarchisme en Australie, Encore l'état de siège en Bolivie, 75^e anniversaire de la C.N.T. — **PAGE 10 :** Florilège du « Libertaire » en juin 1936 — **PAGE 11 :** Renaud chez les Soviets, Programme Radio-Libertaire, Nouveau spectacle de Guidoni, Quand un ami nous quitte, communiqués — **PAGE 12 :** Quand les barbouzes barbotent, les politiciens plongent !

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement

Chèque postal Chèque Lanquaire Mandat-lettre (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

• BROCHURE

Les groupes Pierre-Besnard et Louise-Michel viennent d'éditer une brochure : « Des luttes de libération nationale... à l'anarchisme ». Au sommaire : « Par-delà le bien et le mal », J.-M. Raynaud ; « Libération nationale et émancipation sociale », J. Toublert ; « Vers la Kanakie », Jean-Michel ; « Les enjeux », R. Boisdeveix ; « En Nouvelle-Calédonie se joue un des derniers drames de la décolonisation », M. Joyeux. Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 20 F.

• AGENDA 1986

L'agenda 1986 du Monde libertaire est paru. Utile pour vous, lecteurs du *Monde libertaire*, c'est aussi un outil de propagande à travers les thèmes qu'il aborde. Il est indispensable à la vie personnelle et militante.

Commandez-le dès maintenant à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris (Tél : 805.34.08). Dimension : 10 x 20. Prix soutien : 70 F. Prix unitaire : 55 F. Prix au dessus de 5 exemplaires : 37 F l'unité (frais de port en plus). Chèques à l'ordre de « PUBLICO ».

• « LA FEUILLE »

Le groupe Paris-XV^e vient d'éditer un nouveau numéro de « La Feuille » ayant comme titre : « Racisme, fascisme : les deux faces d'un même combat ». Les personnes qui désirent se le procurer le trouveront gratuitement à leur disposition à la librairie du Monde libertaire.

• CASSETTES

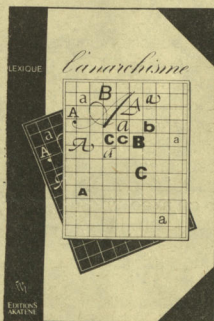
On peut toujours se procurer les cassettes des émissions de Radio-Libertaire avec le biologiste Henri Laborit. « L'Homme et la Ville » (1) ; « La Nouvelle Grille » (2) ; « Eloge de la fuite » (3) ; « Copernic n'y a pas changé grand-chose » (4) ; « La Colombe assassinée » (5). 90 minutes chacune. 60 F l'unité, 250 F la série. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de D.M.C. Frais d'envoi : prévoir 10% de la commande.

• POSTERS

Deux posters viennent d'être édités et sont en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F. Le premier au format 42 x 55 (1 couleur) et le second au format 44 x 56 (2 couleurs).



• LEXIQUE



Le groupe Paris-III^e vient d'éditer une brochure sur l'anarchisme sous forme de lexique. Vous pouvez vous la procurer au prix de 25 F à la librairie du Monde libertaire.

La librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : L.M.F., 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

• ARDECHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanence tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanences les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à l'A.G.D.I.R., 26, rue des Orangers, 30000 Nîmes.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HERAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, appt. 57, Blois, tél. 74.26.02.

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences le 1^{er} et 3^e vendredi de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bordillon, Angers.

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les mardis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les 1^{er} dimanches du mois, au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°77, 80330 Longueau.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis, de 17 h à 19 h, à la Maison du Puits-de-la-Caille, 36, rue Saint-Symphorien, Poitiers.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

ABONNEZ-VOUS !



C'est bizarre, on ne parle plus guère de cohabitation. Il est vrai que les choses sont claires. Ce n'est pas grâce à la constitution de 1958, révisée par le référendum de 1962 sur l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Elle fournit matière à de nombreuses polémiques : lequel, de l'article 5 qui affirme que « le président doit assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics », ou des articles 20 et 21 qui notent que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », doit s'appliquer en premier lieu. Malgré l'ambiguïté des règles constitutionnelles, les choses sont claires désormais. La cohabitation est possible, sans doute est-elle souhaitée...

Une cohabitation possible

Ce serait sombrer dans un simplisme assez caricatural que de croire que la gauche et la droite véhiculent les mêmes projets. « Le Pacte pour l'avenir » du R.P.R., thatchérisme étroit, n'a rien à voir avec la cogestion pragmatique d'un Michel Rocard. Mais enfin, il existe effectivement des zones importantes de consensus. Roland Dumas soulignait sans rougir dans un numéro du « Monde » de juillet, l'accord fondamental du gouvernement et de l'opposition, en matière de relations internationales. Le silence de la droite sur l'affaire Greenpeace ou précédemment sur les coups de mains tchadiens (raison d'Etat oblige), en est une bonne démonstration.

Hernu a toujours trouvé grâce aux yeux de l'opposition ! Plus militariste, tu meurs : rappelez-vous les accords Hernu-Savary. Chevenement supprime en primaire les disciplines d'éveil et réintroduit la Marseillaise : vaste projet pédagogique ! A droite, on épargne de plus en plus Fillioud : les télévisions privées, c'est l'aubaine pour les publicistes, voire pour les groupes de presse. On boycotte, au minimum il est vrai, l'apartheid, mais on expulse les immigrés à tour de bras. Les centres de rétention, les mesures contre le regroupement familial, qui les a mis en place ? De larges zones

de consensus s'appliquent aujourd'hui du P.S. à l'U.D.F. et au R.P.R. En matière économique, jamais la Bourse ne s'est mieux portée que depuis la rigueur rose, qui dans ses principes implicites, comme dans ses objectifs immédiats, ressemble à s'y méprendre à ce que sous Barre on nommait l'austérité.

La gauche est devenue le plus fantastique parrain qu'aient jamais eu les bourgeois. Elle a encouragé fissalement le placement de l'épargne sur les produits financiers, dépoussiéré les règlements et coutumes, créé sous l'égide de Bérégovoy une multitude de nouveaux produits et de nouveaux marchés. La gauche s'est faite le grand renouvateur de la Bourse et l'un des plus efficaces promoteurs du capitalisme. La valeur totale des actions cotées à Paris, inférieure à 200 millions de francs après les nationalisations de 1982, dépasse aujourd'hui 500 mil-

lions. Chirac comme, Giscard s'imaginent Matignon comme un tremplin qui, en cas de non-éché, leur permettrait de refaire leur retard dans les sondages vis-à-vis de Barre et de viser l'Elysée avec quelques chances. Rocard, Fabius et Barre misent au contraire sur un développement des difficultés de 1986 à 1988 pour affirmer soit, « avec nous, c'était mieux » pour les deux premiers, soit, « il ne fallait pas cohabiter » pour le dernier, et voir l'opinion les récompenser a posteriori de cette lucidité. Mitterrand, quant à lui, ministre de centre droit sous la IV^e République, préférerait demeurer 2 ans de plus aux affaires et tracer une dernière ligne droite pour peaufiner son image dans l'histoire, puis, paraît-il, cela l'inquiète fort. Le PCF et le Front national espèrent, en dénonçant, soit la complicité des « sociaux-traîtres » et du capital pour le premier, soit la compromission de la droite classique avec le marxisme international pour le second, et ainsi récupérer dans des registres différents les dividendes d'un événement mécontentement.

Une compromission inacceptable

Souhaitée à titre divers et pour des stratégies de carrières, par les leaders politiques, la cohabitation ferait ainsi l'affaire des capitalis-

Editorial

La maladresse que l'Etat français met à défendre une souveraineté, déjà bien entamée, dans le Pacifique sud ne doit pas nous faire oublier que la Nouvelle-Calédonie, ce n'est pas seulement le nickel. Mais également qu'elle demeure l'un des bastions du colonialisme français et le maillon d'une politique de défense stratégique dont l'atoll de Mururoa et son centre d'expérimentations nucléaires permet bien des libertés. Une mort d'homme par exemple.

Les élections du 29 septembre sont et vont être significatives de l'état des forces en présence. C'est bien là leur seul intérêt car ce scrutin régional ne pèsera en aucune manière sur le cours des événements qui précéderont le référendum d'autodétermination, si tant est qu'il ait lieu.

Attendre d'un bulletin de vote une clé pour se libérer de l'oppression colonialiste ne conduit qu'à des désillusions. Le danger d'un ordre musclé à Nouméa existe. Et les conséquences que cela implique ne doivent pas être considérées à la légère. Il faut le reconnaître ! Et la majorité que prendra ou non le R.C.P.R. ne servira pas davantage les intérêts français que celle du FLNKS. La surenchère que se livraient, en période pré-électorale, Le Pen et Chirac ne dissimulait qu'à moitié les profondes affinités de pensée et d'action qui existent entre le Front national et le R.C.P.R. sur cette question. Pour témoin, le retrait de la liste du F.N. dans la région centre.

La Nouvelle-Calédonie sert de test, n'en déplaise aux intéressés, les Kanaks ; test révélateur d'une influence, d'un poids qui sont ceux des forces politiques pour lesquelles la conquête du pouvoir reste l'essence de leur engagement. Pour utiliser des termes qui nous sont peu familiers, ce front de lutte dépasse le domaine de la solidarité militante envers les exploités pour devenir terrain d'affrontement totalement étranger aux intérêts du peuple Kanak.

veauté sociale, à toute perspective de transformation. Le recentrage de Bouchardeau, l'intégration de Stirn, ex-giscardien progressiste, de Fiszbin, ex-communiste critique de Tallet, ex-technocrate pragmatique ; aux listes du PS pour 86, préfigurent à l'évidence cette restructuration du

champ politique en un bloc conservateur et un pôle démocrate à l'américaine. Mitterrand n'a cessé d'être un « républicain de progrès », centriste de droite ou de gauche au gré des vents. Toute sa carrière, ministérielle puis présidentielle, le démontre. Fabius, fils spirituel, qui affirmait avant sa

nomination à Matignon qu'on ne pouvait « glisser un papier à cigarette entre sa pensée et celle du président », poursuit la même ligne. Le portrait de Mendès trône en bonne place dans son bureau ; nul doute qu'il ne s' imagine être un John Kennedy en puissance. Mais le socialisme réel, celui de la rupture avec le capitalisme et de la gestion directe, n'a jamais rien eu de commun avec de tels personnages. Les libertaires ne cohabitent pas avec le capitalisme, ils font mauvais ménage avec l'asservissement. Le consensus n'est pas une fin en soi : à quoi mena l'Union sacrée après 1914 ? L'union nationale autour d'un capitalisme « technologique et gai », type « Libération » et « Actuel », on ne peut la désirer. Si 1986 est l'année de tous les abandons idéologiques, ce sera aussi l'année de tous les dangers pour le monde du travail, l'année de toutes les espérances pour celui de capital.

Willy Pelletier
Groupe de Lille

(1) Congrès où le SPD allemand rompt avec l'idée de « lutte des classes ».

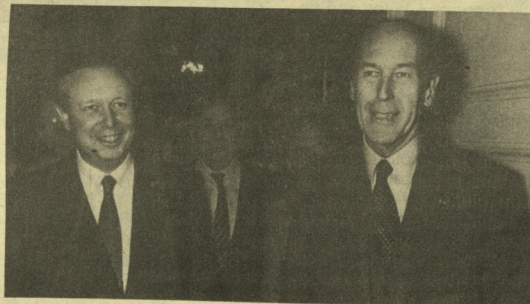
Cohabitation en 86 ou concubinage immédiat ?

liards. Inutile de jouer ou de regarder de près ce que l'on achète, même les yeux fermés, on a pu doubler son capital depuis 1981. D'incroyables fortunes se sont constituées sans qu'aucun capitaliste n'y perde, puisque le mouvement de hausse ne s'est jamais inversé (+ 30 % en 1983, + 16 % en 1984 et + 17 % depuis le début de 1985). Ça boème en bourse, on liquide la sidérurgie lorraine. On ne peut satisfaire tout le monde. Fabius a nettement choisi son camp. Le consensus existe dans le domaine international, militaire, de l'éducation, de la communication, économique : la cohabitation est possible !

Tout laisse à croire qu'elle est souhaitée. C'est stratégiquement une aubaine pour tous les leaders de l'hexa-

tes. Ils ont tout à gagner à un recentrage, déjà amorcé, du PS vers un pôle démocrate à l'américaine, travailliste à l'anglaise, social-démocrate à l'allemande ou à la suédoise. La cohabitation achèverait sans doute, car on ne peut gouverner qu'avec un minimum d'accord sur les principes, le Bal-Godesberg (1) français que Rocard réclame depuis longtemps. Elle achèverait la mise aux poubelles de l'histoire par le PS de toute référence aux antagonismes de classes et à la rupture nécessaire avec le capitalisme. A quoi peut rêver le monde du profit, si ce n'est à ce que les politologues libéraux américains nomment une « démocratie stable », en sous-entendant par là, stable pour les intérêts du capitalisme ; définitivement fermée à toute nou-

champ politique en un bloc conservateur et un pôle démocrate à l'américaine. Mitterrand n'a cessé d'être un « républicain de progrès », centriste de droite ou de gauche au gré des vents. Toute sa carrière, ministérielle puis présidentielle, le démontre. Fabius, fils spirituel, qui affirmait avant sa



POUR ASSURER L'INDEPENDANCE DU « MONDE LIBERTAIRE », SOUSCRIVEZ...

Imprimerie

Sous le septennat précédent, les choses étaient claires : la France n'avait pas vocation graphique. Le rapport d'un certain Lecat disait ça noir sur blanc et la politique industrielle suivait : on fermait les grosses entreprises. Dans la région parisienne, les imprimeries Chaix ou Lang qui employaient des milliers de travailleurs du livre virent leurs activités réduites ou furent tout simplement fermées.

L'analyse des dirigeants syndicaux des professions du livre était simple : la droite est au pouvoir, c'est pour cela que ça va mal pour les industries graphiques. Si la gauche était majoritaire à l'Assemblée et locataire à l'Élysée tout marcherait comme sur des roulettes.

Mais avec le gouvernement socialo-communiste les choses ne sont pas allées en s'inversant et il a fallu déchanter et cela dès le début. Si depuis 1974 une politique de casse était mise en oeuvre en France et particulièrement en région parisienne, le rythme va en s'accélégrant...

Gutenberg et 1981

Les socialistes ont en fait la même conception en matière graphique que Giscard. Quelques imprimeries sont privilégiées aux dépens d'autres où (hasard ?) il y a une forte implantation syndicale.

Par exemple, les imprimeries François à Ozoir-la-Ferrière et Del-

Duca risquent le dépôt de bilan, voire la fermeture. Les pouvoirs publics conditionnent toute aide financière à un nombre élevé de licenciements et de mise en cause d'acquis sociaux.

Politique d'austérité pour tous ? Ginioux, tristement célèbre dans les professions du livre (1), propriétaire de l'Avenir graphique et proche du pouvoir socialiste reçoit, lui, d'importantes subventions depuis plusieurs années. Il est pourtant sous surveillance de la Cour des Comptes suite à ses « déficits » successifs et en litige avec l'inspection du travail pour non-respect des règles conventionnelles...

Quel syndicalisme ?

Quand dans les citadelles ouvrières que constituaient les grosses imprimeries les syndicats du livre régnaient en maîtres, ils avaient dans leurs rangs des milliers de travailleurs qu'ils pouvaient faire débrayer sur un simple mot d'ordre.

Le patronat a choisi une autre tactique et a réussi à casser des centaines d'entreprises. Le P.S. se sert habilement de cet état de choses et place ses pions. Le syndicalisme dans le livre comme ailleurs n'a plus les forces suffisantes pour riposter efficacement. Peut-être faut-il que tout disparaisse pour que l'espoir renaisse ?

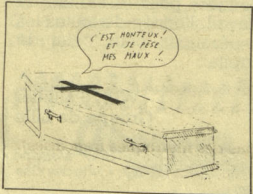
Geronimo

(1) M. Ginioux n'a jamais beaucoup aimé les syndicats ni les ouvriers combattifs et cela dès le début des années 70. Mais déjà au secteur entreprises du PS on le déclarait intouchable !



En bref justice

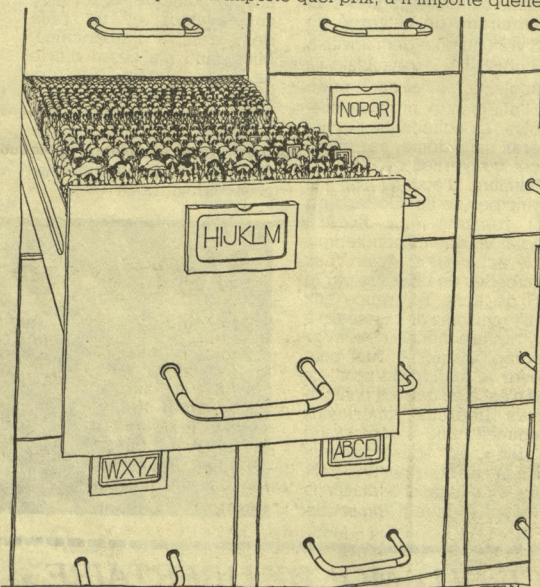
Première victoire pour les Tartuffes de l'ordre moral : Yves le Bonniec, co-rédacteur avec Claude Guillon de l'ouvrage « Suicide, mode d'emploi » sera traduit le 23 octobre prochain devant le tribunal correctionnel pour « non-assistance à personne en danger ».



Sa réponse à la lettre d'un lecteur de « Suicide, mode d'emploi » sert de prétexte à l'accusation. En fait, c'est le procès du livre et de ses auteurs qui se prépare. Le soutien de chacun est indispensable en envoyant messages et témoignages de solidarité (adressés au Président de la 16^e Chambre correctionnelle de Paris), à Maître Francis Teitcien, 76 avenue Paul-Doumer, Paris 16^e, et en venant assister à l'audience (à 13 heures) au palais de Justice (Ile de la Cité), 16^e Chambre correctionnelle, escalier D, rez-de-chaussée.

Le chômage a deux principaux mobiles d'exister : l'un plus économique, l'autre plus politique. Le premier aspect est très souvent abordé, interprété : crise internationale, recherche de profit... le second l'est beaucoup moins. Or, son importance n'est pas moindre.

L'existence d'une marge de chômeurs est nécessaire au patronat. Grâce à cette masse de demandeurs d'emploi, jetés sur le marché, les capitalistes maintiennent, augmentent la concurrence au sein même de la classe laborieuse. Ce trop plein de main-d'œuvre, parfois démunie, souvent prête à accepter un emploi à n'importe quel prix, à n'importe quelle



condition, sert à briser l'échelle des salaires, des avantages acquis.

Ce nombre de chômeurs, trop longtemps et trop souvent oublié par les syndicats, permet au patronat de diviser, d'avantage, les travailleurs. Inorganisés, désorientés, ils sont utilisés sur leur lieu de travail pour démobiliser les luttes revendicatives. La peur de retourner pointer les paralyse, les empêche de participer aux mouvements de protestation, de revendication.

Cette peur du chômage est, actuellement, placée comme une épée de Damoclès sur la tête de tous les travailleurs qui, effrayés par cette perspective, préfèrent se taire ou voir leurs avantages diminuer.

Aujourd'hui, il est primordial de retourner la vapeur, en refusant que le chômeur ne serve de contre-poids dans la bascule revendicative et ne soit opposé à ceux qui ont un travail. Par un phénomène, peut-être, de saturation, les sans-emplois tentent de rompre leur isolement. Il semble que ce besoin de se regrouper existe un peu partout en France. Les anarchistes par leur pratique ont un rôle important à jouer s'ils se jettent immédiatement dans cette bagarre.

Les chômeurs, plus que tout autre, ont l'impression d'avoir été abandonnés. Ils se montrent très critiques vis-à-vis des partis politiques et organisation syndicales. Certaines de nos idées reçoivent un accueil très favorable : l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs, la solidarité, l'action directe. C'est sur cette base que, le 12 mars 1985, un Comité de lutte de chômeurs s'est constitué, sur l'initiative de deux militants anarchistes, à Tournon - Tain l'Hermitage (département de l'Ardeche et de la Drôme). Jusqu'à présent, le comité a reçu un avis encourageant et fonctionne bien. Les chômeurs prennent leurs propres problèmes en main et affirment leur volonté de réagir. Le comité de chômeurs a compris que rester enfermé dans son coin serait une erreur. Il envisage d'unir ses forces avec les autres « comités » de chômeurs ainsi qu'avec les syndicats afin de mener, enfin, ensemble un combat commun.

José Pelaez
Liaison Tournon

Pour tous ceux et celles qui désirent avoir plus d'informations, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : liaison Tournon, B.P. n° 22, 07300 Tournon.

Unité internationale des mineurs ?

Quand les mineurs anglais en grève apprennent que du charbon polonais allait renforcer les réserves anglaises, l'internationalisme prolétarien en a pris un sérieux coup dans l'aile. Tout comme les mineurs asturiens quelques décennies auparavant.

Il faudrait bien sûr que les syndicats du monde entier ne confondent pas intérêt des travailleurs avec ceux de leurs Etats respectifs. Mais la division en blocs du mouvement syndical est devenue chose admise.

C'est pourquoi l'annonce récente de la création d'une internationale unique à l'échelle d'une branche professionnelle a de quoi surprendre. Il s'agit des mineurs et cela s'est passé au centre confédéral de la CGT à Montreuil. L'organisation internationale des mineurs (O.I.M.) est une idée qui aurait été lancée il y a deux ans par la CGT et le NUM d'Arthur Scargill.

Des dirigeants syndicaux de vingt-neuf pays étaient présents à ce congrès constitutif (1).

Avant, les syndicats soviétiques étaient affiliés à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) et certains comme le NUM britannique étaient à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). D'autres, comme les Commissions ouvrières espagnoles, n'étaient à aucune internationale.

Certains ne manquent pas de dire que l'influence communiste est marquante dans cette nouvelle organisation. FSM bis ? La seule question qu'il faut se poser est l'utilité de cette organisation pour les luttes des mineurs. Si elle ne sert pas à lutter contre Etats et patronats mondiaux, elle ne sera qu'une bureaucratie de plus...

Alexis Pierre

(1) 9 pays « socialistes », 2 d'Amérique du Sud, 10 d'Afrique, 2 du Moyen-Orient et 6 de l'Europe de l'Ouest.

Retour de vapeur

Coup de grisou syndical à Renault - Douai

Les congés d'été sont et ont toujours été pour le patronat et son chaperon gouvernemental la période idéale pour les coups bas. La région de Douai en a eu largement pour ses frais.

La Régie Renault déménage

La Régie Renault, mise sous surveillance par la CGT, n'a pas fait dans la dentelle. Lundi 12 Août, les militants CGT Renault sont informés que 13 wagons sont arrivés pour le transport de matériel. La mobilisation est rapide et efficace : en moins de 2 heures ce sont plus de 200 personnes qui sont rassemblées dans la salle du comité d'entreprise. Grâce aux appels de Radio-Quinquin à Aubry (ville qui fut investie et assiégée deux fois par les « majorettes casquées » sous Giscard), des militants de Lille, Saint-Omer, Dunkerque, Cambrai, etc., vinrent en renfort. Après une réunion d'information, il fut décidé d'empêcher par tous les moyens le départ des wagons. Dans la soirée, un rail fut démonté et tordu et des parpaings mis au travers des voies. Le lendemain matin, lors d'une ronde, nous croisons des cadres de la Régie escortés par des gendarmes cherchant à repérer l'endroit.

Déjà, les médias commencent à « baver hystériquement » sur la CGT : « commandos, actes de sabotage... », etc. La CFDT, CFTC et FO remettant 100 balles dans le juke-box ! Mais les travailleurs de Douai ne sont pas dupes et la mobilisation s'élargit : ouvriers d'Arbel, de la Fosse 9, de l'Imprimerie nationale... La surveillance des wagons continue jour et nuit... la pression diminue, le doute s'installe.

Mais le lundi 19 août, vers 16 heures, les wagons sortent de la Régie. Aussitôt l'union locale, départementale et Radio-Quinquin sonnent l'alerte ; en une demi-heure, c'est une centaine de militants qui bloquent la gare de Corbehem. Après 4 heures de négociations, les wagons repartent vers la Régie. Les jours qui suivent, un mur de parpaings est monté symboliquement sur les rails, devant les wagons, et les rails sont coupés au chalumeau. Les plaintes de la S.N.C.F. s'accumulent...

Douai, Longwy : même combat

La détermination des travailleurs se renforce, Renault devient un symbole, celui du devenir de la région qui se désagrège industriellement, mais aussi celui de la révolte. Dans le regard des gens, on sent que ça vient des tripes, un sentiment de hargne, de colère, celui d'avoir été trompé par « la force tranquille » ; cette force dans

laquelle nombre d'entre eux avaient mis tant d'espoir.

Au cours de certaines discussions, j'ai l'impression d'être entouré d'anars ; mais les allées et venues incessantes d'élus communistes me font revenir assez vite à la réalité. En effet, ils sont venus, ils sont tous là et s'il faut reconnaître le soutien actif du P.C., il faut aussi reconnaître que ce n'est pas gratuit. La cueillette des voix commence, et quoi de mieux pour se ravalier une façade décrépie par trois ans de participation au gouvernement qu'un conflit Renault. La grande majorité des ouvriers dans l'action sont communistes ; je connais la plupart d'entre eux : combattifs, dévoués, sincères ; et dénoncer les pratiques du P.C. me donnent parfois



l'impression d'hurler aux loups avec les intellos au rabais et les révolutionnaires de cocktails style *Actuel* et *Libé*. Mais comment porter crédit aux allégations du P.C., le slogan « Demain, on rase gratis » ne peut convaincre que des gogos. Toutes les révolutions sociales qui ont donné quitus au P.C. sont mortes avant même d'avoir eu le temps de respirer.

Or si le mot « révolution » fait actuellement sourire et paraît ringard, c'est bien cela et rien d'autre qui peut nous sortir de la fiente dans laquelle nous font patauger les « vérolés » à confire du capitalisme bon teint. Alors que la modernisation devrait permettre à chacun de travailler de moins en moins, tout en vivant décemment, dans chaque secteur économique, cette modernité amène avec elle licenciements et misère. On jette à la rue comme un kleenex usagé des milliers de travailleurs qui ont comme recours : bosser pour les négriers (Bis, Manpower, etc.), les T.U.C. pour les plus jeunes, et la corde pour les

plus âgés. Voir, comme il y a quelques jours dans ma rue, une mémé avançant avec difficulté, distribuant des journaux d'annonces gratuites de porte en porte pour pouvoir survivre... De quoi dégueuler !...

Prévention-Répression

Le 28 août, à 2 heures du matin, les chiens de garde du pouvoir prennent d'assaut les 13 wagons. Les huit militants de garde présents ne font pas le poids face aux 300 « majorettes casquées ». L'électricité et le téléphone du comité d'entreprise sont coupés afin d'empêcher l'alerte.

A 6 heures du matin, ce sont plus de 200 militants qui bloquent la gare de

ches », élections obligent). En bon socialiste endimanché, Delebarre est protégé par les CRS et la police qui ont quadrillé les accès à la foire. Il en faut plus pour empêcher les militants d'agir. Les camions Coop barrent toutes les entrées de Douai. Delebarre est bloqué à 500 mètres de la foire et c'est à pieds, suivi de ses courtisans et d'un cordon de CRS, qu'il arrive. C'est une volée de jets de prunes et d'œufs qui le reçoit ainsi que des huées : « Gattaz + Delebarre : c'est la soupe populaire ». Même leur *Marseillaise* n'arrive pas à calmer les esprits et les militaires présents sont blancs d'indignation (signe des temps ?).

La gauche sacrifie l'emploi

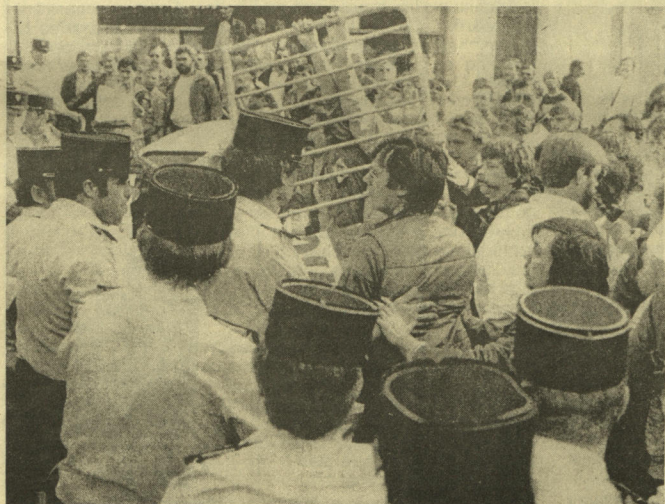
Alors que Delebarre entre dans la foire, le secrétaire de l'union locale CGT, ainsi que le secrétaire de la Régie Renault — pourtant munis d'une carte d'invités officiels — sont matraqués et ont droit à un tabassage en règle (en tête des matraqueurs, le sieur Bultez connu pour ses idées d'extrême droite). Toute l'opération est suivie de très près par les commissaires divisionnaires Chabrol et Lamour (sic !) et cela sans aucun motif. De notre côté, nous essayons de passer les barricades et quelques pralines sont échangées avec la police. Delebarre et ses courtisans serrent les fesses. Dur ! Bilan : 12 jours d'incapacité de travail pour le secrétaire de l'U.L. CGT et blanchissage des sous-vêtements de Delebarre et de sa clique.

Si le gouvernement pense faire taire les ouvriers du Douaisis par la force, il oublie une chose ! Dans la région, nos grands-parents, nos parents ont toujours connus des luttes dures et plus on nous tape dessus et plus on réagit avec force. Mais pour que cette volonté de tout changer se concrétise par une solution libertaire, il est grand temps pour nous, anarchistes, de militer activement, en proposant et en faisant connaître nos idées et ceci par une activité quotidienne qui dépasse largement les bombages d'un « A » cerclé sur les murs de transfos ou de chiottes publics.

Il est grand temps de faire véritablement connaître l'anarchisme et casser l'image d'Epinal qui nous colle au cul, celle d'utopistes, d'égarés politiques, d'idéalistes romantiques, de terroristes... Et pour cela, faire connaître notre presse et nos éditions dans les entreprises, discuter de notre projet de société et montrer aux gens qu'ils sont capables de gérer leur vie sans déléguer leurs pouvoirs aux rapaces qui font leur métier de décider du devenir des autres. Il faut également démonter les solutions « slogans nationalistes » : des voitures françaises, de l'acier français (pourquoi pas des matraques françaises).

J.F.

Liaison Douai



La Verrerie d'Albi

S'il est une entreprise que le pouvoir socialiste ne laissera pas tomber, c'est la Verrerie d'Albi. En effet, cette entreprise a été un des fleurons du mouvement coopératif et Jaurès en fut l'un des fondateurs (1). Il n'est donc pas question pour ce qui reste du prestige du PS de laisser la Verrerie d'Albi devenir un second Manufrance. Pourtant, la condition de survie de la coopérative a été d'abandonner son statut et de devenir une société anonyme comme les autres.

Augmentation de la productivité, le licenciement de 83 personnes, 37 % du capital détenu par des actionnaires extérieurs, tels sont les principaux points du plan de redressement proposé par le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI)... Sauvetage de l'ancienne coopérative ouvrière par le méchant loup capitaliste.

Fernand Bernard

(1) Nous reviendrons dans un article ultérieur sur l'histoire de cette coopérative.

Le salut est en nous

On ne le lui fait pas dire ! Dans son rapport annuel sur l'état du monde, le secrétaire général actuel de l'O.N.U., Perez de Cuellar, dans un accès d'étonnante franchise, ne mâche pas ses mots sur cette organisation internationale en passe, déclare-t-il, de devenir « un ramassis de querelleurs et de radeurs, déclare-t-il, de nouveaux troubles et de désastres sans fin ». Il ajoute qu'après des débuts prometteurs « ce qui s'est passé depuis est très en deçà de la vision des pères fondateurs ». Quant au Conseil de sécurité, il doit redevenir « le gardien de la paix qu'il devait être au départ plutôt que l'arène où s'affrontent des idéologies et des politiques opposées ».

Le jugement est sévère, mais combien justifié. Pour ce qui nous concerne, notre opinion, étayée par des faits probants, était faite

depuis longtemps sur les raisons de la faillite du « Machin » (de Gaulle dixit) ; mais cette confirmation, émanant d'une personnalité aussi autorisée, vient encore, s'il en était besoin, renforcer notre conviction.

Et combien d'autres s'interrogent : les Nations-unies, succédant à la défunte Société des nations (S.D.N.), ne participent-elles pas de la même illusion ? N'ont-elles pas été frappées de la même impuissance à empêcher les conflits ?

Souvenons-nous : depuis la Seconde Guerre mondiale, de nombreux conflits ont éclaté en Afrique, en Asie, au Proche-Orient. Citons les principaux : Indochine, Corée, Algérie, Israël-pays arabes, Liban, Tchad, Malouines, et l'actuel casse-pipe Iran-Irak, en tout 130 guerres et plus de vingt millions de morts.

Reniant leurs engagements qui stipulaient le boycott en matériel de guerre des pays belligérants, les pays signataires de la Charte de l'O.N.U. se disputent la faveur de ravitailler les armées aux prises ; ce dont il tirent de fructueux profits, et cela avec la bénédiction des centrales syndicales lesquelles, oublieuses de leur vocation pacifiste, ne savent s'unir que pour défendre le plein emploi de leurs adhérents des usines d'armement.

Encore convient-il d'ajouter au passif de ce bilan la passivité des mêmes devant les agissements installant et entretenant, tant en Amérique centrale qu'en Amérique latine, au mépris des droits de l'homme, des dictatures sanglantes dévouées à leurs intérêts (telle, entre autres, celle du sinistre Pinochet). De même, de la part du clan adverse, l'écrasement par l'Armée rouge de la Commune hongroise, en 1956 ; l'occupation répressive de la Tchécoslovaquie, en 1968 ; puis de l'Afghanistan. Actuellement leur incapacité d'intervenir efficacement pour empêcher les massacres de Noirs par les Africains racistes d'Afrique du Sud est notoire.

D'ailleurs les mêmes tares originelles se retrouvent au sein de la Communauté économique européenne (C.E.E.), porteuse de la grande idée d'unification économique et sociale, mais où le nationalisme étroit persistant contrecarrent les meilleures intentions : chaque pays participant ne cherchant qu'en en tirer avantage, fût-ce au détriment du voisin.

Face à cet état de choses, il est évident que c'est là un problème de société dont la solution ne peut être trouvée que dans le retour des grandes organisations syndicales internationales à une plus saine appréciation de leurs responsabilités, s'orientant vers une stratégie de transformation sociale égalitaire et non d'adaptation au système de contradictions économiques actuel, fauteur de guerre et d'oppression. C'est-à-dire revenir aux principes définis dans une certaine Charte d'Amiens élaborée aux beaux temps de l'anarcho-syndicalisme, si décrié mais non remplacé.

En conséquence, on peut considérer qu'il appartient aux esprits quelque peu lucides, conscients de leurs propres responsabilités, d'œuvrer à cette fin dans leur sphère d'activité.

N. Fauquier.



Des policiers rouennais inculpés pour ratonnade

Le parquet de Caen vient d'inculper onze policiers et un inspecteur de la région rouennaise, pour injures et diffamations à caractère raciste, violence contre des particuliers, attentats à la pudeur sur mineurs et majeurs accompagnés d'actes de torture, etc. Les faits se sont déroulés à Rouen, dans le quartier des sapins, un de ces quartiers guettés où l'on parque les immigrés et les « cas sociaux ». Avec HLM en mauvais états, centre commercial qui s'anime de 17 h à 19 h, après la sortie des usines, et Maison des Jeunes pour occuper les gosses avec des cours de poterie...

Le 28 février dernier, cinq jeunes du quartier, âgés de 15 à 18 ans, sont arrêtés parce que sus-

pects de vol de voitures. Pendant leur garde à vue, les flics s'en donnent à cœur joie pour les faire parler et leur faire avouer d'autres délits. Il devait leur rester quelques souvenirs mal digérés de la guerre d'Algérie et de méthodes d'interrogatoires pour le moins électriques. Pour les cinq jeunes, ce sont des « coups reçus à l'aide d'objets de toute sorte... chiens excités lachés contre eux... déshabillage et rhabillage sous les coups... injures racistes... brûlures aux doigts et au sexe... humiliations, etc. »

Des agissements qui ne sont malheureusement pas exceptionnels, mais cette fois les 5 jeunes, une fois sortis, parlent. Aidés par des copains, ils montent une association, La Banane a murie, font

un dossier, diffusent des tracts, contactent les associations antiracistes ou luttant pour les droits de l'homme, et portent plainte contre X. Pour la première fois, ce genre d'histoire est rendu public.

Fort de la Fête SOS-Racisme, le 15 juin à la Concorde, l'association organise une manifestation-carnaval-concert le 29 juin avec comme mot d'ordre : « Qu'on s'appelle Pierre ou Mohamed, même justice pour tous ». Aujourd'hui, 12 policiers sont inculpés, ce qui ne veut pas dire qu'ils seront condamnés, mais c'est déjà un premier pas. Ce qui tend à prouver, contrairement à ce que beaucoup semblent dire en ce moment, que seule la lutte paie !

Jean Pierre Levaray

Procès de Chr. Frigoult

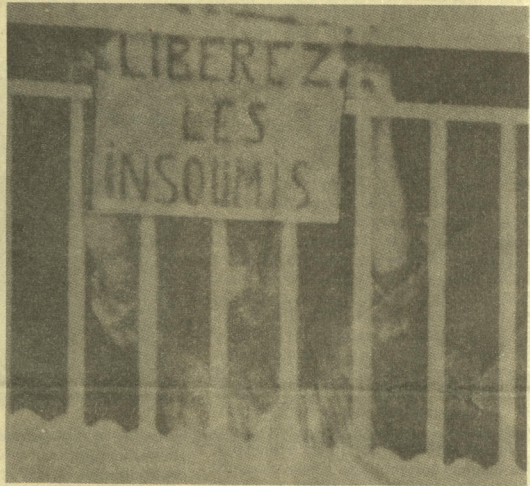
Parce qu'il a refusé de rejoindre la caserne le 1^{er} février 1984, Christian Frigoult passera en procès le mardi 22 octobre 1985 à Rennes. Il risque deux années de prison pour avoir osé formuler un choix de vie autre que celui proposé par les militaires. Il demande que le statut d'Objecteur de conscience puisse être obtenu à tout moment. Il refuse également de collaborer avec une institution qui, par l'intermédiaire des ventes d'armes et des interventions armées, maintient la surexploitation du Tiers-Monde et entretient les conflits dans ces pays.

Et qui, par des protocoles d'accord Armée/Education, Armée/Culture (ainsi de suite), renforce la militarisation de la société.

Si vous pouvez vous déplacer à Rennes pour venir à son procès, nous vous demandons de nous contacter le plus rapidement possible afin de coordonner son soutien. Vous pouvez également nous aider en nous envoyant des messages de soutien, dessins, poèmes, chansons, etc. Toutes vos idées seront les bienvenues !

Eliane, Dominique

Comité Soutien aux Insoumis, c/o Librairie du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris



Réfugiés italiens

Encore une fois, la police et la justice française se servent des divers attentats revendiqués par Action directe comme motif pour pratiquer des rafles et des interpellations dans le milieu des réfugiés italiens, voulant ainsi faire croire à l'opinion publique qu'il existerait des liens entre les deux.

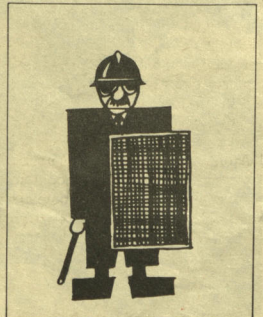
À la suite de ces rafles, trois militants libertaires sont incarcérés : Gabriella Bergamaschini, Domenichello Orestino et Salvatore Ciriacione. Ce dernier serait actuellement à l'hôpital de Fresnes où il serait soigné en urgence pour les suites des tortures qu'il aurait subies en Italie (celles-ci ayant été d'ailleurs reconnues par le gouvernement italien).

Gabriella Bergamaschini est inculpée de détention de faux papiers. En Italie, où elle participait au journal l'Agitatore, elle était recherchée pour « formation, organisation, participation à bande armée », ainsi que pour une série de graves délits de droit commun allant de l'homicide au vol, à la détention d'armes et incendie. Poussée à la clandestinité (1), elle s'était réfugiée en France.

Les deux autres Italiens, sans titre de séjour, seraient recherchés par la justice transalpine pour vols à main armée. Suite à ces arrestations, le gouvernement italien ne va probablement pas tarder à formuler de nouvelles demandes d'extradition. Rappelons à ce propos que si le gouvernement français a, jusqu'à ce jour, refusé d'extrader des réfugiés vers l'Italie, il n'a pas hésité à expulser nos camarades E. Fedele et G. Di Guiseppe au Burundi en mai dernier.

Nikmo

(1) Lire à ce sujet, le dossier Gattinara de l'Entr'aide n° 2, J.C. Canonne, BP 175, 75963 Paris cedex 20.



Jad, peintre contre le nucléaire

Depuis le début de l'été, de l'attentat contre le **Rainbow Warrior** à la visite gaullienne de Mitterrand à Mururoa, les essais nucléaires en Polynésie font la Une de l'actualité. En près de 20 ans, plus de 150 essais atomiques ont eu lieu, avec tout ce que cela peut entraîner de conséquences sur la flore, la faune et les populations. Jad a choisi de vivre dans le paradis polynésien ; malheureusement, il y a rencontré le colonialisme, le militarisme et le nucléaire. Parce qu'il est peintre, il fait passer sa révolte par ses tableaux et les expose à travers le monde pour sensibiliser l'opinion. Il est actuellement en France et nous l'avons rencontré.

Le Monde Libertaire : Pourquoi es-tu passé par la peinture pour sensibiliser les gens aux problèmes des essais nucléaires dans le Pacifique ?

Jad : Je suis passé par la peinture, parce que je suis avant tout un peintre. Je ne suis pas un activiste qui fait de la peinture, comme on m'a souvent présenté, mais un peintre devenu activiste par la force des choses. Parce que le pays où je suis allé habiter est en danger à cause de la bombe nucléaire.

Donc par amour pour ce pays et ses habitants, j'ai pensé utiliser le peu de talent que j'avais pour protester contre ces essais nucléaires et essayer de faire réfléchir les gens.

C'est en allant en Polynésie que j'ai pris conscience du problème nucléaire, alors qu'avant je ne m'y intéressait que très peu, j'ai décidé d'agir en conséquence.

— A Rouen, nous étions près d'une centaine d'anarchistes, pacifistes, écologistes et punks, à manifester en portant tes tableaux pour protester contre ces essais, profites-tu toujours de tes expos pour organiser ce genre de manif ?

— Pas à chaque fois. Je ne rencontre pas dans toutes les villes suffisamment de groupes de gens disponibles pour m'aider à faire ce genre de manifestation. Il y a quand même une dizaine de tableaux qui font 2,50 m sur 4, et ceux qui ont eu l'occasion de les porter à Rouen le 14/9 savent à quel point c'est fatigant. J'ai réussi en France à organiser des manif pour l'instant à Agen, Montpellier et ici.

Mururoa, mon amour

En 1962, l'Algérie devient indépendante et l'Etat français perd par la même occasion le désert de Reggane où était expérimentée la bombe atomique française. Pour trouver une nouvelle base, la France, avec toutes ses colonies n'a que l'embaras du choix et ce sont les îles polynésiennes qui en héritent.

En 1963, le centre d'essais nucléaires français s'y installe. Dès lors la nucléarisation de l'archipel provoque sa mutation rapide. La vie et les activités traditionnelles de la société polynésienne sont détruites... des milliers de produits sont importés de France, dont le chômage et les militaires.

En juillet 1966, se déroulent les premiers essais, qui jusqu'en 1974 ont lieu dans l'atmosphère. Suite aux protestations des Tahitiens, des pays limitrophes et d'organisations comme Greenpeace, les essais atmosphériques sont remplacés par des tests souterrains dans des sous-sols en basalte - très poreux - de l'atoll de Mururoa. Mais l'atoll s'affaisse de 2 cm par tir !

En juillet 1979, une bombe atomique éclate avant d'arriver dans la cavité d'explosion, à la moitié du puit. Cet accident ouvre une importante fissure de plusieurs kilomètres, par laquelle s'échappent désormais des radiations à chaque nouvel essai. Quatre autres atolls avoisinants sont reconnus contaminés et sont interdits d'accès.

Depuis 1984 la bombe à neutron y est également expérimentée.

Au niveau de la faune, les poissons qui transitent dans ses eaux propagent leur contamination à travers tout l'océan Pacifique et les bateaux-usines, qui pêchent le poisson dans ces eaux sans aucun contrôles, distribuent leurs poissons en boîtes dans le monde entier. Enfin, on détecte environ quarante cas de cancers par an en Polynésie.

J.P.L.

C'est sûr que depuis 6 ans que j'expose à travers le monde je m'efforce de toucher un maximum de public. Et pour toucher ce maximum de public, il faut faire sortir les tableaux des ghettos culturels dans lesquels on essaye de les tenir emprisonnés.

J'expose sur les places publiques et j'essaie d'organiser des manifestations, c'est une manière de montrer aux gens que l'art n'est pas seulement un objet de décoration, mais avant tout un objet d'expression. Il peut être amené à exprimer des idées qui réclament un engagement plus profond que la création d'une image.



Après la première exposition que j'ai faite à Tahiti, il y a eu pas mal de Tahitiens, qui luttent pour l'indépendance et contre la bombe atomique qui sont venus me trouver et me dire : « c'est bien d'exposer, mais dans la galerie il y a peu de monde qui vient, il faut descendre les tableaux dans la rue ». Comme ils organisaient une manifestation, ils m'ont fait venir avec les tableaux figuratifs que j'avais fait à l'époque. Ça a été ma première manifestation, après je suis allé en Nouvelle Zélande, en Australie, c'était une manifestation contre les mines d'uranium, le problème c'était que les aborigènes étaient chassés de leurs réserves parce qu'elles se trouvaient sur des terrains riches en uranium. De plus le gouvernement australien, à cette époque, vendait l'uranium au gouvernement français, qui l'utilisait à Mururoa pour ses essais... ensuite je suis allé à Hong Kong, puis au Japon - le Japon c'est mon plus beau souvenir : mes tableaux étaient en tête d'une manifestation de

40000 étudiants, à Hiroshima - après je suis allé à New York, Montréal et puis je suis arrivé en Europe, à Milan, où les anarcho-punks m'ont aidé à organiser cette manif. C'était une très belle manif, il n'y avait pas beaucoup de monde, mais c'était intéressant de montrer que les punks ne s'arrêtent pas aux costumes mais ont aussi des idées. Ensuite il y a eu Bruxelles et maintenant la France.

— Que penses-tu des déclarations de Mitterrand à son retour de Mururoa ?

— Je pense que cette invitation que donne Mitterrand aux pays limitrophes de venir contrôler sur le site de Mururoa est intéressant dans la mesure où il permettra aux scientifiques de tous bords de venir vérifier ce que nous disons. Mais surtout pour moi, ce sera valable le jour où Mitterrand répondra à l'invitation que font les polynésiens depuis le début des essais, à savoir : ils accepteront de croire que les essais sont sans danger, le jour où les gens qui prétendent que ces essais sont danger, accepteront de manger du poisson pêché dans les eaux de Mururoa quelques heures après l'explosion.

Lorsque je vois Mitterrand foncer tête baissée à Mururoa, ça me fait penser à un petit garçon qui court partout ramasser ses billes alors que la partie est perdue.

Quant à l'accusation disant que les gens qui sont contre les essais sont des adversaires de la France, c'est l'escalade ! Au début on disait que les écologistes étaient des rigolos, parfois des agents du KGB, maintenant ça va plus loin et Mitterrand donne le ton, en assimilant ces gens à des adversaires... bientôt on parlera de terroristes, ça me rappelle une partie de ma jeunesse, pendant la guerre où les partisans étaient traités de terroristes. Nous devons rester vigilants car on voit que le régime « socialiste » français est en train de nous conduire au fascisme.

Quels sont tes projets après Rouen ?

— Je vais exposer à Nancy, Metz, Strasbourg, puis je vais descendre à Lyon, pour la semaine du désarmement en novembre. Cet hiver je vais préparer un festival, que je voudrais équivaler à SOS Racisme, je vais essayer de rassembler le maximum de groupes de bonne volonté qui existent en France (et ailleurs) de manière que ces 3 jours (3, 4, et 5 juillet 86 sur le Champs de Mars) soient un grand festival de solidarité avec le peuple polynésien en lutte pour l'arrêt des essais nucléaires et pour la paix.

J'appelle tous les artistes qui se sentiraient concernés. Evidemment pendant ces 3 jours aura lieu une grande manifestation dans Paris avec mes tableaux, à la fin de laquelle sera déposée une pétition forte de 3 millions de signatures.

Pour terminer, je tiens à remercier tous les groupes libertaires qui m'ont toujours aidé de par le monde.

Propos recueillis par Jean-Pierre LEVARAY

Adresse de contact : Jad, appt 88, 6 rue du Champ-de-Mars, 76000 Rouen.



Algérie Droits de l'homme derrière les barreaux

La dictature d'un parti unique, des syndicats à la botte du pouvoir, une nomenclature constituant une nouvelle classe dirigeante : autant d'attributs des régimes prétendus communistes d'Europe ou d'ailleurs. L'Actualité nous rappelle cependant qu'ils ne sont pas les seuls à posséder ces caractéristiques : un pays proche, dont de nombreux ressortissants travaillent et vivent à nos côtés, l'Algérie, réunit elle aussi ces tristes attributs.

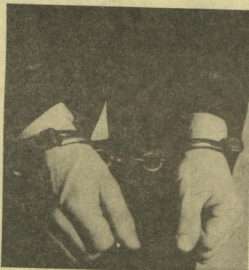
Le FLN au pouvoir contrôle étroitement la vie du pays, sur tous les plans : économique, social ou culturel. Toute contestation est considérée par le pouvoir comme une remise en cause de la « révolution algérienne », pour laquelle le peuple a versé son sang, à la solde des puissances occidentales ou sionnistes. Dernièrement la répression s'est abattue sur ceux qui ont dénoncé cet état de fait.

Le 7 juillet 1985 se constituait à Alger la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme. Deux jours plus tard son président, M. Abdensur Ali-Yahia, ancien ministre et avocat réputé, est arrêté à son domicile par des agents de la Sureté nationale et incarcéré. Le pouvoir lui reproche d'avoir protesté contre l'arrestation de jeunes, fils de martyrs berbères, qui ont osé le 5 juillet célébrer la fête de l'indépendance en dehors des commémorations officielles. Ces jeunes contestent la récupération démagogique de la mort de leurs parents, critiquent la vision de l'histoire algérienne qu'impose le FLN, ainsi que sa politique culturelle à l'égard des berbères. Pendant l'été, la répression s'est intensifiée. Sur les quarante fondateurs

de la ligue, treize sont incarcérés à la prison des « politiques » à Berrouaghia, dont le chanteur Ferhat Mehenni, transporté à la prison de Medea, au quartier des condamnés à mort. Une grève de la faim commune a échoué.

Meeting à Paris

Un meeting d'information et de soutien à ces détenus s'est tenu, dimanche 26 septembre, à Paris, à l'initiative de la Ligue algérienne



pour la défense des droits de l'homme et le Comité contre la répression (composé du Comité d'aides aux détenus, du Comité des enfants martyrs résidents à l'étranger, et du Comité de défense des droits culturels en Algérie). C'était un succès, puisque la Mutualité était remplie, soit plus de 1500 personnes.

Parmi elles, 200 membres de l'Amicale des Algériens en Europe, organisation d'émigrés proche du FLN. Regroupés dans un coin de la salle, ils entreprennent, dès la première prise de parole, de crier « FLN vaincra », « Pour le FLN », afin d'empêcher

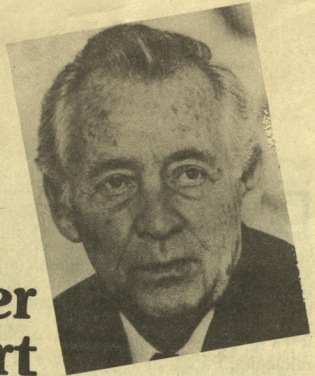
la tenue de la réunion. Devant leur refus de s'exprimer contradictoirement à la tribune, le service d'ordre s'est vu contraint de les rejeter hors de la salle, la police intervenant pour les dissuader de rentrer.

Des organisateurs ont réaffirmés leur refus de l'Arbitraire en Algérie. Pour le représentant de la Ligue algérienne, la création de son organisation est un signe de maturation politique et de prise de conscience du peuple algérien qui supporte, d'après lui, de moins en moins un gouvernement dictatorial qui trahit les idéaux de démocratie politique, sociale et culturelle pour lequel il s'est battu. Le meeting s'est terminé sur un nouvel appel au respect des droits de l'homme en Algérie et à la solidarité internationale. Le représentant de la FIDH (fédération internationale) a assuré que la demande d'adhésion de la Ligue algérienne sera examinée d'urgence. Un concert a suivi, dans une ambiance surchauffée, avec la participation de Djurdjura et de Bdu.

Le succès du 1^{er} meeting organisé sur ce sujet à Paris est encourageant. Bien sûr la ligne est l'enjeu de luttes, notamment entre les militants culturels berbères et les partisans de Ben Bella, réticents à ce sujet, et qui n'ont pas été invités à la réunion. Nous devons donc suivre la situation de près. Mais je pense que tous les individus épris de liberté doivent demander la libération des détenus militants des droits de l'homme en Algérie, qui essayent d'ouvrir une brèche dans le totalitarisme FLN.

Denis Gr. de Conflans

La presse allemande perd un chef



Springer est mort

Axel Springer, « chef controversé » d'un empire de presse en Allemagne, vient de mourir comme l'a annoncé le carnet du jour du *Figaro*. On aurait tort de considérer le défunt magnat allemand comme une sorte de Hersant à la sauce d'outre-Rhin.

Le nombre des quotidiens, les imprimeries modernes, le chiffre d'affaire, tout cela tendrait bien sûr à les comparer, mais Springer avait (en fait ses « produits » l'ont toujours...) une spécificité toute germanique. Le *Bild-Zeitung* (5 millions d'exemplaires par jour sur le monde entier) est l'exemple-type du journalisme à la Springer : du sensationnel, des petites choses de la vie et un peu de sexe édulcoré. Tout cela pour éloigner le lecteur de l'agitation politique et syndicale. Décervèlement de masse avec à la clef, les idées-massues à défendre : l'ordre, la démocratie, la primauté des valeurs traditionnelles allemandes et la réunification avec la RDA.

Mais on oublie trop vite qu'Axel Springer et sa presse ont été autre chose : les zélés serviteurs de la répression policière.

En 1968, lors d'une manifestation, à Berlin contre la venue du Shah d'Iran, un étudiant fut tué par balle. Il appartenait aux Jusos (Jeunesses socialistes, alors anti-parlementariste), s'appelaït Ohnesorg et était représentant de cette Allemagne qui recherchait dans ses combats et sa vie quotidienne une alternative.

Son meurtrier avait avoué au procès avoir pris à la lettre les « unes » du *Bild-Zeitung*. Tout ce qui était contestataire ou chevelu ternissait l'image de l'Allemagne et il fallait s'en débarrasser.

Lors de l'hystérie autour d'Andreas Baader et d'Ulrike Meinhof, le mot d'ordre du *Bild Zeitung* était : « A chacun son cheveu ! »

Des appels au meurtre en première page, c'était aussi ça Axel Springer, et pas seulement le papivore qu'on voudrait nous montrer aujourd'hui !

F.B.

Afrique du Sud Un combat international

La constitution d'une « alliance réformiste » pour abolir le régime d'apartheid sans violence n'a pas vraiment surpris tant il est devenu évident que cette nécessité (et nous nous faisons là l'avocat du diable) se fasse jour.

Il s'agissait d'organiser les principales forces politiques et groupes de pression réformistes sud-africain pour provoquer et coordonner une « convention nationale » qui aurait pour dessein de promouvoir le dialogue entre toutes les forces politiques du pays. En dernier lieu, elle viserait à tenter d'abolir l'apartheid sans violence. Cette initiative est le fait de mouvements et de personnalités chrétiennes, de dirigeants noirs des bantoustans mais également des représentants des transnationales (Anglo Vaal, Premier Group, Barlow Rand, Mobil, etc) qui rencontrèrent l'ANC (African national con-

gress) et son président Oliver Tambo en Zambie.

La solution du consensus

Le *Monde Libertaire*, dans ses derniers numéros, laissait entendre que les tentatives du patronat sud-africain, comme des multinationales, de préserver leurs intérêts quand les règlements de compte surviendraient ne resteraient pas inefficaces. Loin s'en faut.

Les premiers pas amorcés, après consultations, furent économiques. En tout cas, ce sont ceux qui restent les plus sensibles : réduction des lignes de crédit à court terme pour les opérations commerciales, désinvestissements... Le dégoût des actionnaires devant le régime raciste de Prétoria entre peu dans les raisons

qui motivent ces sanctions. La rentabilité des placements est devenue moindre depuis 1980 (conséquence de l'agitation sociale mais aussi de la période de crise économique) mais, et c'est là que se portent les appréhensions des milieux d'affaires, la démarche de Botha entrave fortement toute solution négociée pacifiquement. Le patronat sud-africain souhaite accélérer les réformes internes (légalisation des organisations ouvrières, extension des droits des travailleurs noirs, démantèlement du système d'emplois réservés...). Ce que Botha se refuse à faire ! Le clan Afrikaner au comportement borné gère les milieux d'affaires soucieux de paix sociale pour continuer à exploiter de plus belle.

La crise économique n'arrange pas les affaires du pouvoir pâle. Les coûts de la politique d'apartheid (réper-

cussions négatives sur l'épargne domestique du fait de la répartition inégale des revenus, le coût élevé des capitaux étrangers, mise en place d'une économie axée sur l'exportation) bloquent le développement des forces productives. Trois bonnes raisons pour les capitalistes locaux d'envisager par dessus l'épaule de Botha des solutions qui maintiendraient le taux d'exploitation à un niveau élevé.

N'ayons cesse de le rappelez : l'apartheid est fondamentalement un système d'exploitation économique. Sordide certes mais, la ségrégation raciale permet cette sur-exploitation.

Les inquiétudes des capitalistes sud-africains et de leurs collègues occidentaux qui les ont amené à démarcher la plus importante des organisations anti-apartheid se nourrissent d'une contradiction qui voit le jour désor-

mais. Le système d'apartheid, dans les verrous idéologiques et politiques qu'il installe pour sa sauvegarde, entre en contradiction avec la rationalité économique, l'efficacité capitaliste. Botha doit sauter et les dirigeants des transnationales s'y essaient.

En revanche, les positions modérées de l'ANC qui donne l'impression de doubler par un jeu « réformiste » l'UDF (United democratic front) nous font craindre le pire, et confirmer par là même nos appréhensions. Le partage du gâteau approche. L'émancipation du peuple noir (telle que nous l'entendons) ne passera pas par un régime parlementariste, une république, un état fédéral ou une quelconque forme de gouvernement, qu'il se débarrasse d'abord des vautours qui se réclament de lui.

Hervé

Histoire de l'anarchisme en Australie

L'histoire de l'anarchisme en Australie débute en 1886, et qui étaient décrits comme anarchistes, l'histoire officielle de l'anarchisme débute le 1^{er} mai 1886, en cette année où le club anarchiste de Melbourne forma, tel un rejeton, l'Association séculaire australienne.

Les personnages prédominants de ce club étaient David Andrade (défenseur de la pensée de Proudhon et de Benjamin Tucker), « Chummy » Fleming et Jack Andrews qui ont introduit dans les discussions du club un anarchisme-communiste « évolué ». Les gens touchés et influencés par la propagande anarchiste comprenaient certains des fondateurs du Parti travailliste australien, des gens ayant tenté des projets de communes et de coopératives, à grande échelle, et des gens qui travaillaient avec les chômeurs

et les travailleurs les plus mal payés.

Les années 1880 et 1890 furent le début, en Australie, de la prison et de la persécution, pour le seul fait d'être anarchiste ; ainsi, tous les autres radicaux reçurent des intimidations, afin de ne pas se rapprocher du mode d'organisation non-hiérarchique

Andrews mourut en 1903 de phthisie, Andrade dans un hospice en 1929, mais Fleming resta actif jusqu'à sa mort en 1950, encourageant des groupes, se battant contre la conscription et s'opposant toujours à ses camarades les plus centralistes.

De par le manque d'information, il est quasiment impossible de savoir s'il y avait ou non des femmes anarchistes durant cette période, en Australie. Aussi loin qu'on puisse remonter dans le temps, nous trouvons également des gens ne parlant pas anglais, incluant les réfugiés de l'hémisphère

nord, les utopistes venant en Australie pour créer de nouvelles sociétés et des visiteurs temporaires. Dans ce dernier groupe se trouvaient des gens comme Marie Danhard (ancienne femme de Max Stirner), Francisco Ferrer, visitant sa fille à Victoria, et Louise Michel lors de son retour en France et venant de Nouvelle-Calédonie. Ce flux continua au début du XX^e siècle, avec deux grandes figures : John Olday, artiste compositeur, ayant essayé d'assassiner Hitler, et Bill Dwyer, vendeur de LSD et fervent de la contre culture des années 1960.

Les IWW, prévus par William Lane, depuis 1890, firent leur première apparition en 1907, mais devinrent, comme dans d'autres pays, la cible de la police et des cours de justice, durant l'hystérie provoquée par la révolution russe. Une fois de plus, tout fut fait pour éloigner la force potentielle des

radicaux de l'approche libertaire, et de l'entraîner vers les approches monolithes des diverses sectes communistes.

D'autres libertaires, non préparés à développer cette première approche des libertaires, firent apparaître des formes moins politiques, comme l'art moderniste et surréaliste, la musique (poésie et les théâtres de rue). Cela continua dans les années 60 lorsque le mouvement de femmes discrédita le trait caractéristique de l'anarchisme jusque là, où seul l'homme était exploité, de même qu'il discrédita le néant qui caractérisait la « société d'abondance » aliénant des masses de jeunes en Australie.

La tradition militante européenne était surtout présente à la fin des années 1920, à travers les activités des groupes anti-fascistes, notamment des italiens, particulièrement à Melbourne et dans le nord de Queensland.

Le constant discrédit de l'approche libertaire allait de paire avec les effets corrompeurs du matérialisme, ce qui a, aujourd'hui, produit une situation dans laquelle le mouvement anarchiste « officiel » est à l'écart, des fragiles, mais largement étendus, mouvements pacifistes, des gens de la rue, des féministes, et, néanmoins, les librairies, les groupes de discussion et les petites imprimeries ont gardé cet esprit vivant et rendu possible l'opposition constante qui a permis à des milliers de gens de vivre et d'explorer les alternatives gestionnaires. Il n'y a pas de raison de douter du fait que les anarchistes « officiels » et « non officiels » pourront se retrouver pour leurs intérêts mutuels, et pour le deuxième centenaire de l'anarchisme en Australie.

Bob James
Traduit de :
Libertarian workers
bulletin.

Bolivie Encore l'état de siège

Après l'élection mouvementée qui a failli voir revenir au pouvoir par les urnes le général Banzer qui avait du renoncer à exercer sa dictature sous la pression de la rue, la Bolivie connaît à nouveau des heures chaudes.

Le président Paz Estenssoro a rapidement imposé un vaste plan d'austérité comme le souhaitait le Fond monétaire international auprès duquel la Bolivie a des dettes énormes. Blocage des salaires, augmentation du prix de tous les produits de base sont les clefs de voûte de ce programme économique libéral qui impose aux travailleurs de ce pays de nouveaux sacrifices.

La C.O.B. (Centrale ouvrière bolivienne) a immédiatement réagi par la grève générale illimitée, ponctuant ce mouvement par des grèves de la faim qui groupent plusieurs milliers de personnes à travers le pays. Le pouvoir a répondu à cette révolte populaire en imposant l'état d'urgence, en faisant occuper les rues de La Paz et des grandes villes par l'armée.

La C.O.B. se trouve ainsi confrontée à une situation qu'elle a connue à plusieurs reprises ces dernières années. Sa force ne semble pas entamée et son mot d'ordre de grève est très largement suivi. Elle continue à exiger les seules mesures viables pour ce pays sur-endetté : le refus de payer la dette extérieure qui a été

contractée par les régimes précédents, l'amélioration du niveau de vie de la population.

Rappelons que la C.O.B. est un exemple très particulier en Amérique latine : elle regroupe des tendances du mouvement ouvrier, et notamment les anarchistes dont l'influence n'a fait que croître ces dernières années, notamment parmi les jeunes. Le Parti commu-

niste pro-soviétique y est minoritaire, la majorité de la C.O.B. défendant un syndicalisme de lutte de classes et d'action directe où les anarchistes trouvent un terrain propice à leur action et à la propagation de leurs idées.

Nous les assurons de notre solidarité dans le combat.



Espagne Commémoration du 75^e anniversaire de la CNT à Barcelone

La CNT-AIT a mis sur pied un important programme pour cet anniversaire qui sera célébré du 21 octobre au 5 novembre.

- Un cycle de conférences du 21 octobre au 1^{er} novembre : les origines du mouvement ouvrier en Espagne (le 21) ; les apports culturels du mouvement ouvrier (le 22) ; la situation politique, sociale et économique (le 23) ; l'écologie aujourd'hui (le 24) ; le militarisme et la société répressive (le 25) ; les technologies modernes (le 28) ; le développement de la CNT jusqu'à la II^e république (le 29) ; révolution sociale, grève civile et résistance (le 30) ; clandestinité, exil et reconstruction de la CNT (le 31) ; clôture et synthèse (le 1^{er}).

- Une exposition sur le thème : un siècle de l'histoire du mouvement ouvrier. Cette exposition se tient du 4 octobre au 5 novembre à l'Institut Municipal d'histoire, calle Santa Lluçia « Casa de l'Ardiaca ».

- Une semaine de cinéma, avec notamment la projection de : Le cas Savolta ; L'homme de marbre ; Le syndrome de Chine ; Le Mur ; Joe Hill ; Sacco et Vanzetti ; La loi de la rue ; Le Procès.

Les projections ont lieu du 28 octobre au 2 novembre à 22 heures à la cinémathèque de Catalogne, 63 Calle Travesera de Gracia.

- Deux festivals de musique : concert de rock le 26 octobre et concert de chanteurs le 2 novembre, au Palais des Sports de Monjuich.

Si vous passez par Barcelone à cette époque, n'hésitez pas...

Rel. Internationales

Florilège du « Libertaire »

Dans cette page Archives nous vous présentons aujourd'hui un éditorial paru dans le *Libertaire* du 1^{er} décembre 1938. Depuis le congrès de Toulouse (2-5 mars 1936), la C.G.T. est réunifiée. En mai de la même année les élections portent au pouvoir le Front Populaire.

Peut-on faire un rapprochement avec la situation actuelle où le P.S. pense à la cohabitation et le P.C. fait aller à fond la

courroie de transmission qui la lie à la C.G.T. ? En 1936, il y avait près de 2 millions de grévistes en France; les occupations d'usine et la combativité des travailleurs n'avaient aucune commune mesure avec la division et la certaine passivité qui règnent aujourd'hui.

Notre objet n'est pas de nous lamenter sur le passé, mais de le connaître pour comprendre le présent et voir que, si le décor et les forces en présence changent,

le fond reste le même. En juillet 1936 au Sénat, Salengro ministre de l'Intérieur du gouvernement Blum, affirme que « le gouvernement entend maintenir l'ordre public et faire cesser les occupations ».

Jusqu'en 1938, les grèves se succèdent comme les déclarations de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève », contre les « irresponsables ». Pourtant en

mars 1938, une grève avec occupation chez Citroën s'étend à la métallurgie parisienne malgré l'opposition du Syndicat des Métaux C.G.T. En novembre Renault-Billancourt, occupé, est évacué par la police. La grève générale qui aurait dû découler de cette combativité fut un échec. C'est cet échec et ses raisons qu'analyse l'éditorial du *Libertaire*.

T.P.

Non ! Le prolétariat n'est pas vaincu !

... La grève a dépassé en échec les prévisions les plus pessimistes. Les journaux du Front Populaire, *l'Humanité* et *Ce Soir* en particulier, peuvent crier victoire, ils ne changeront rien à la réalité. Il est vrai que leurs lecteurs n'ont pas pu se rendre compte du résultat de la grève, puisque beaucoup étaient parmi les jaunes.

Cet échec est la conséquence de la politique du Front populaire, de la colonisation syndicale et du syndicalisme de gouvernement. Les seules fédérations : Livre, mineurs, ports et docks, marins, où la grève a été effective sont les fédérations où l'esprit syndicaliste a résisté à la colonisation.

L'analyse de l'organisation de la grève explique les raisons de l'insuccès. Pour tout le monde cette manifestation, après avoir été trop tôt annoncée, est venue trop tard, ce qui a permis au patronat et au gouvernement de faire jouer tout le système de l'intimidation sur cette masse de syndiqués de juin 1936, que l'organisation n'avait pas su éduquer.

L'ordre de grève aurait dû être décrété au cours du Congrès de Nantes est appliqué dans les 48 heures. Le mécontentement contre les décrets-lois était tel que le mouvement aurait eu l'approbation générale de la population, aussi bien dans la classe ouvrière que dans la petite bourgeoisie. Il en aurait été ainsi, si les hommes du Bureau Confédéral étaient restés des militants partageant la dure vie des travailleurs et n'ayant que le souci de l'intérêt de leur classe. Mais il n'en est pas ainsi. Ces hommes ont depuis longtemps quitté le milieu du travail. Ils sont devenus des gens « instruits », sachant porter faux-cols et ayant appris à se tenir convenablement à table. Dans les ministères, ou dans les maisons respectables, ils ne détonent pas. A tous les problèmes du jour, financier, économique, politique, ils ont leur solution. Ce sont de grands hommes capables, devant un petit cénacle, de résoudre la crise économique, comme vous de découper une nouvelle carte de l'Europe. En un mot, ce sont des hommes de gouvernement. Et c'est en tant que tels qu'ils ont examiné la grève. Dans ces conditions, l'échec était certain.

Le mouvement avait pour but de renverser l'équipe gouvernementale actuelle, pour lui substituer cette grande combinaison, si chère au cœur de Blum, qui va de Thorez à Louis Marin. Frossard, dans la coulisse, manœuvrait et pilotait.

Mais quand on est des hommes de gouvernement, on peut tromper les foules que l'on dirige, mais on ne doit pas se tromper soi-même. Ils savent tous que, quels que soient les hommes au pouvoir, les mesures financières si impopulaires envisagées par le petit Reynaud devront être appliquées. Ils savent de plus que la France a besoin de l'appui des banquiers de la City, et de l'alliance militaire de l'Angleterre. Et Chamberlain devait venir à Paris pour régler ces questions. Les hommes qui avaient désapprouvé Munich étaient assez peu qualifiés pour recevoir l'homme au parapluie. Ne voulant pas prendre la responsabilité des mesures financières nécessaires à l'équilibre budgétaire, voulant l'alliance militaire de



l'Angleterre, il fallait donc que le gouvernement Daladier appliquât les premières augmentations, qui n'auraient jamais été rapportées, et reçoive Chamberlain. Il ne fallait pas que la classe ouvrière agit avant que ces résultats ne fussent obtenus par nos politiciens.

Cela malgré tout ne faisait pas l'affaire des communistes qui, aux ordres du gouvernement russe, n'envisagent que le maintien du pacte franco-soviétique et la guerre contre l'Allemagne. Il fallait donc faire le possible pour que Chamberlain trouve une France en état de guerre civile et retourne en Angleterre sans rien signer et surtout que le voyage annoncé de Ribbentrop n'ait pas lieu.

Le jeudi, les cellules du « grand Parti des masses » déclenchèrent la grève chez Renault et dans plusieurs usines métallurgiques de la région parisienne, avec l'espoir de déterminer un mouvement général comme en juin 36. Les grèves furent engagées dans de si mauvaises conditions qu'elles étaient vouées à l'échec d'avance. Les communistes auraient voulu assassiner la grève générale prévue pour le mercredi qu'ils n'auraient pas agi autrement.

A l'annonce de la grève générale, le gouvernement riposta en réquisitionnant les fonctionnaires. C'était normal. La bourgeoisie emploie tous les moyens à sa disposition pour vaincre, au prolétariat d'en faire autant. On ne va pas à la bataille en courbant l'échine. Ce que les dirigeants syndicaux appellent faire la grève dans la dignité n'a d'autre signification que de voir les syndiqués faire les jaunes sous la protection de flics. Tomber à la plus grande indignité ouvrière, travailler sous la surveillance de la chiourme.

Aucune des mesures énergiques qui auraient dû être prises par les organisations syndicales ne l'a été. Jouhaux faisait de la stratégie. Jusqu'à la dernière minute, au Bureau Confédéral, on pensait que la grève

n'aurait pas lieu. On avait confiance dans les petites tractations des citoyens Frossard et Blum.

L'habileté du général a été mise en défaut. Rien n'ayant été prévu de combatif, des mots d'ordre contradictoires circulèrent. Un vent de frousse passa sur tous les fonctionnaires qui n'ont jamais brillé par l'énergie. Ils sont capables de défilier en tenue de la Bastille à la Nation, le poing levé derrière les chefs de gouvernement. Ils n'ont pas peur. Mais les jours de grève générale...

La frousse se transforma en panique quand les premiers métros et autobus rou-

lèrent. Panique qui gagna toutes les corporations, à l'exception du Livre, que son vieil esprit syndicaliste a toujours mis à l'abri de la pénétration politique. La grève, qui devait être une victoire ouvrière, se termina par une des défaites les plus cuisantes que le prolétariat français ait subies.

Cette défaite ne signifie pas que le prolétariat soit déjà vaincu... Il appartient aux militants anarchistes, à tous les révolutionnaires de redresser la situation.

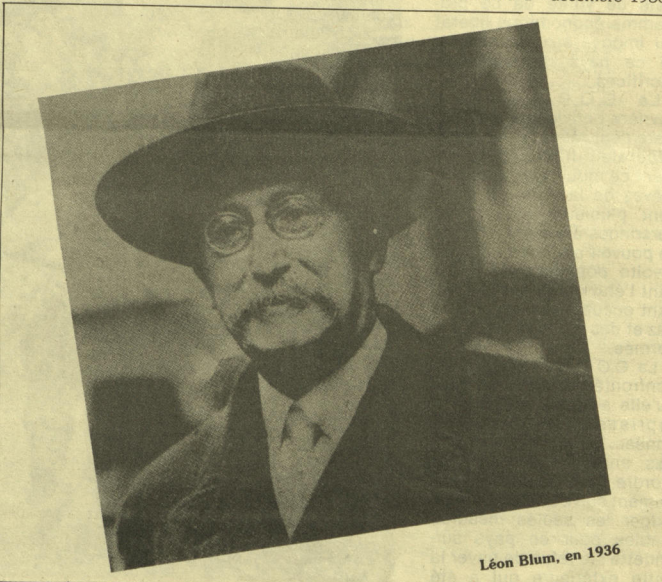
Une réaction salutaire doit s'accomplir dans les organisations syndicales. Cet échec est la conséquence des grèves déclenchées par les communistes pour les besoins de la politique extérieure du gouvernement russe. La grève des métaux au mois de mars, faite pour amener la chute du gouvernement Blum; la grève du bâtiment en septembre, terminée pour envoyer les bâtimentaux creuser des tranchées. Grève chez Renault, grève générale pour la combinaison Blum, c'est-à-dire que pendant deux ans, exploitant les justes revendications des travailleurs, on les a engagés dans des luttes où leurs intérêts n'avaient rien à voir. Cette dictature sur les organisations syndicales a trop duré, elle doit cesser. L'avenir du prolétariat en dépend.

Après cet échec, un seul mot d'ordre doit être appliqué : « Assez de politique; intérêts ouvriers d'abord ! »

L'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques, oui, mais aussi vis-à-vis de tous gouvernements, quels qu'ils soient. La C.G.T. doit rompre avec le Rassemblement populaire. Les méthodes de collaboration ont fait faillite. Si l'on ne veut pas connaître le fascisme, elle doit revenir aux méthodes d'action directe.

Une C.G.T. qui ne se battra que pour le prolétariat et rien que pour le prolétariat !

Le Libertaire,
éditorial du 1^{er} décembre 1938.



Léon Blum, en 1936

Guidoni

Nouveau spectacle : « Chiens », à la Cigale

En quelques rendez-vous avec le public, Jean Guidoni a superbement réussi l'inimaginable : imposer une personnalité à géométrie variable, d'une profonde originalité, dans des spectacles multidimensionnels qui abolissent les frontières du « déjà-vu » et ouvre au spectacle de variétés de nouveaux horizons.

Au Théâtre en Rond de Paris (du 3 novembre au 8 décembre 1980), c'est la rencontre avec le public et la presse qui sortent bouleversés d'un spectacle d'une force inouïe. Le 9 juin 1981, il se présente pour la première fois à l'Olympia. Lorsque Guidoni paraît sur la scène des Bouffes du Nord, en septembre 1982, avec **Crime passionnel** (Opéra de chambre pour un homme seul) d'Astor Piazzolla et Pierre Philippe, la presse fait assaut d'imagination pour saluer la naissance d'un nouveau grand de la chanson. Du 8 au 20 novembre 1983, il va, pendant deux semaines, à la rencontre du public sur la scène du plus grand music-hall de France : l'Olympia.

Entre-temps, Guidoni présente en tournée ses spectacles dans les grandes villes françaises. Il sera aussi l'événement du Printemps de Bourges en avril 1983. En février 1984, les Italiens le découvriront au Piccolo Teatro de Milan. Janvier 1985, reprise à Créteil de **Crime passionnel**. Puis, le 29

août 85, en compagnie de Jacques Higelin et Bernard Lavilliers, il présentera son spectacle à Berlin.

Après les Bouffes du Nord et le Théâtre en Rond, il lui fallait pour sa rentrée à Paris un lieu hors du commun. Jean Guidoni a choisi La Cigale, vieux cinéma classé monument historique, situé au 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e (Tél. : 504.87.85). Ce lieu magique, qui est resté intact comme



aux grandes heures de sa gloire, va l'abriter à partir du 25 octobre prochain. Il s'agit d'une véritable résurrection pour ce théâtre. Guidoni y présentera son nouveau spectacle : **Chiens**.

Comme à son habitude, il passera du pathétique et de

la rage à la dérision et à l'humour le plus dévastateur. Jean Guidoni est fascinant. Interprète, acteur dramatique ou comique, il est un chanteur intense à la voix superbe, au charme trouble et lumineux, vénéux et efficace... Une personnalité qui colle à l'air du temps. Avec de nouvelles chansons de Enzo Corman mêlées à celles plus anciennes de Pierre Philippe, Guidoni imposera son style à contre-courant des modes et un univers réaliste que le temps a rendu irréel.

Habillé de noir, le visage maquillé de blanc, Jean Guidoni va, dès lors, raconter ses états d'âme, ses descentes aux enfers, les bruits et les fureurs de passions tendres et torturées. Il y a, même, une forme de joie, de fête, aujourd'hui dans le spectacle de cet authentique tempérament, dans cet animal de scène qui occupe avec force l'espace. Il faut ajouter sa volonté de populariser dans la chanson, la tradition de l'expressivisme avec l'étrangeté des climats et l'orage des mots. Tout cela sur des musiques tumultueuses qui vont du tango d'Astor Piazzolla au rock le plus avancé et qui portent la violence et la douleur, la solitude, la nostalgie et les espoirs.

J. Julien

* Guidoni a obtenu notamment, le grand prix de l'Académie Charles Cros pour **Je marche dans les villes** et le grand prix du disque européen pour **Crime passionnel**.

Renaud chez les Soviets

Dur ! ce qui est arrivé à Renaud lors de son passage à Moscou... Parti là-bas avec les Jeunes communistes de France, il a déjà eu des problèmes pour entrer en URSS. Ses potes algériens, ayant des têtes de terroristes pour les flics locaux, ont failli se faire embastillés à leur arrivée. Mais le clou a été l'ambiance lors de son tour de chant.

Devant un parterre de spectateurs « archi triés sur le volet », Renaud a commencé à chanter... Lorsqu'il a attaqué son **Déserteur**, personne n'a bronché, jusqu'au couplet fatidique « Quand les Russes, les Ricains f'ront sauter la planète... » ; à ces mots, le public « spontanément » s'est levé et les projecteurs ont laché la scène pour se braver sur la foule des « Kamarades » quittant la salle sans un mot !

Le pauvre Renaud s'est retrouvé comme un « gland », tout seul avec sa petite guitare devant des gradins vides ! Grosse colère... Il a juste déclaré :

« J'ai compris la puissance du Parti communiste à ce moment-là » ou quelque chose comme ça. Après cela, on attend impatiemment de voir si Renaud va continuer à suivre le PCF ou bien si, éclairé il va revenir à ses anciennes amours ! En allant faire un gala à Varsovie, par exemple... »

G.D.



Rencontres

La librairie du Monde libertaire reprend son cycle de rencontres-débats autour d'un thème, d'un auteur ou d'un livre, à compter du 12 octobre (1).

Après Ronald Creagh, Alain Scoff, Roger Dadoun, etc. (nos excuses auprès de ceux que nous n'avons pas la place de citer), nous recevons Michel Ragon dont le dernier livre « La Louve de Mervent » inaugure ce cycle nouveau.

Cette rencontre sera complétée par une émission sur Radio-Libertaire le vendredi 11 octobre, de 21 h à 22 h 30, et par une page consacrée à l'oeuvre de Ragon dans le **Monde libertaire** de la semaine prochaine.

Samedi 12 octobre, à 16 h, Rencontre-débat autour de Michel Ragon à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, Paris 11^e.

L'équipe animatrice

(1) Toutes informations complémentaires sur le cycle autornal peuvent être données à la librairie

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

Jeu 3 octobre : **Enlvez-vous** (15 h 30 - 17 h) reçoit Pascal Bonafoux pour **Annonce classée**.

Vend 4 octobre : **Jouissance** (12 h - 14 h) : les maths. Invité : un jeune agrégé.

Samedi 5 octobre : **La rubrique du Père Peinard** (11 h à 12 h), à bâtons rompus avec Maurice Joyeux, Robert Guérin et Paul Guérin.

Epsilon (17 h 30 - 19 h) : cinéma des femmes : Agnès Varda et Marguerite Duras (documents et interview).

Lundi 7 octobre : **Allo maman bobo** (18 h 30 - 20 h 30) : tuberculose et B.C.G.

Jeu 10 octobre : **Enlvez-vous** (15 h 30 - 17 h) : avec Alain Nadaud, auteur de **l'Envers du temps**.

Dimanche 13 octobre : **La Fiancée de M. Spock** (16 h - 18 h) : « Le jeu et le pouvoir », avec François Nedelec. Parution du cinquième volume de **Dune**.

Lundi 14 octobre : **Allo maman bobo** (18 h 30 - 20 h 30) : coqueluche, oreillons et vaccinations.



Quand un ami nous quitte...

L'amitié est l'âge adulte de la fraternité. Un artiste, c'est un ami pour tous. Jacques Florencie disait : « Je chante parce que je ne peux pas embrasser tout le monde ». Il chantait la vie et sa musique était un chant d'amour. Il ne dort pas, il s'est éloigné un moment. Il vit dans le cœur de tous ses amis. Il est parti en laissant un peu d'éternité comme font tous les véritables artistes. Le temps n'aura pas le droit de l'effacer. Et nous, qui le connaissons, devons lui rendre l'hommage de ne pas l'oublier.

Je sais qu'il devait vivre la musique comme un grand

rêve d'harmonie universelle. Je dis un rêve, mais c'était sa réalité, car son amitié pour la musique c'était son amitié pour les hommes et la vie. Un artiste, c'est aussi un créateur confronté à son sens du vécu donc à sa connaissance. Et lui avait ce sens du vécu teinté d'humour comme l'ont souvent les êtres sensibles. Il a vécu modestement, mais son art était riche ; et, c'est cette richesse humaine que regretteront ceux qui l'auront rencontré, connu et aimé.

Jean-Michel

A ne pas manquer

Dans le cadre des émissions « Les Nuits magnétiques », sur France-Culture, Pierre Drachline animera, à partir de 0 h 05, une série d'émissions sur l'anarchisme.

Les 2 et 3 octobre, deux émissions seront consacrées à Eugène Bizeau.

Les 4 et 5 octobre, deux émissions seront consacrées à Maurice Joyeux.



Association de malfaiteurs ! Quand les barbouzes barbotent, les politiciens plongent !

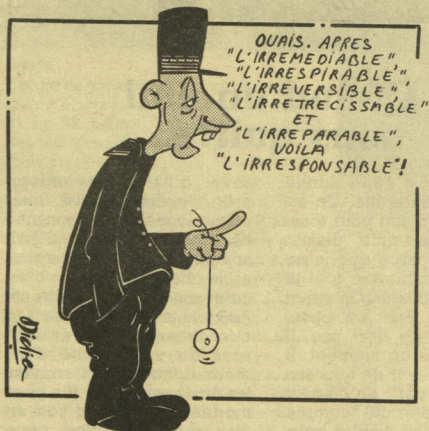
Coucou... les revoilà ! Qui ? Les amiraux, les généraux, les colonels, les capitaines, les adjudants et sans le juteux de service la tradition n'aurait pas été respectée et la fête n'aurait pas été complète ! Dans les pouffes de ces personnages, les barbouzes ! Les militaires ont d'abord essayé de maintenir le couvercle fermé tant ces gens-là puent. Ça n'a pas marché car les barbouzes savent bien que se sont eux qui vont payer les pots cassés et pour limiter les dégâts, ils menacent de se mettre à table. Dans ce ballet, mensonges et saloperies sont à l'ordre du jour !

Des vers sur un corps faisandé

Regardez, regardez-les bien ! Plan, plan, plan, rata-plan... c'est l'armée française qui s'appête à défilé une fois de plus à la barre de l'histoire... devant la foule ahurie qui n'a pas encore compris qu'une telle engeance ne peut grouiller que sur un corps faisandé !

Vous voulez un prototype ? Ecoutez l'amiral. Il parle d'honneur, de « son » honneur ! Souvenez-vous. C'était au début du siècle dans un prétoire, devant des magistrats complaisants. Les reins fièrement cambrés, des gallons jusqu'au trou du cul, le talon insolent, des généraux défilaient, le verbe méprisant envers les

6 Sous-marins NUCLEAIRES!



pékinois qui, pétrifiés, les écoutaient. Ils parlaient d'honneur, accablant l'un d'entre eux, le capitaine Dreyfus. Il s'agissait de sauver ce pourrissoir : l'armée ! Ils juraient sur l'honneur les bougres, roulants des yeux en colère ! Oui, le bras tendu, ils juraient... comme des putes... et je m'excuse envers ces demoiselles !

Chaque septennat, chaque présidence a ses scandales puants où les services secrets sont enfoncés jusqu'au cou ! De Gaulle, Pompidou, Giscard et aujourd'hui Mitterrand. Rappelez-vous ? Les affaires Ben Barka, Markovic, Broglie, Boulin et j'en oublie. Lorsque la DGSE se repose de ses méfaits et essaie de se faire oublier, la DST prend le relais. A tout instant une de ces équipes de malfrats est parmi nous, et nous n'en sommes avertis que par la lutte au couteau que tous ces personnages se livrent pour hériter de la plus « juteuse » affaire !

Conscients des « services » rendus, des affaires « camouflées », des scandales opportunément « sortis » à la demande, les militaires sont arrogants ! Vous avez entendu le sieur Lacoste, amiral de son état, refusant non seulement de rendre des comptes à ses « supérieurs » mais passant à la menace : « si vous m'emmerdez, je dis tout », en plus distingué, naturellement.

Ce comportement des militaires, insolents, brutaux, menteurs, arrogants n'a été possible et n'est encore possible que parce qu'ils ont trouvé un personnel subalterne parmi les bas officiers de l'armée pour faire le sal boulot et, en cas où ça tournerait mal, pour en encaisser la responsabilité.

Au nom de l'honneur

Mais revenons au **Rainbow-Warrior** ! Qui a donné l'ordre de couler le rafiot ? Au moment où j'écris ces lignes, personne n'en sait rien ! Ce dont on est sûr, c'est qu'il s'agit d'une affaire sordide qui a coûté la vie à un homme, ce qui dépasse le grotesque pour atteindre au tragique ! Cet acte, en dehors de ses répercussions internationales, nous informe sur la mentalité des personnages qui peuplent les services secrets et nous éclaire sur les rivalités politiques ou autres qui les opposent service contre service mais également à l'intérieur de chaque service, clans contre clans ! Les gouvernements s'en vont, d'autres les remplacent qui enfouissent dans ces officines douteuses des gens à eux chargés de les renseigner. Entre les anciens et les nouveaux, les clients de ceux-ci ou de ceux-là, une lutte au couteau s'engage où tous les coups foireux sont de rigueur. Surtout lorsque la vie politique, en fin de règne, s'étire et que chacun sait que les cartes vont être redistribuées.

Dans cette affaire Greenpeace, les bavures dues à l'incompétence du personnel étaient énormes, laissant le champ à un coup politique bien ajusté ! C'est par l'intermédiaire d'un personnage douteux, qui s'était déjà distingué dans des coups douteux, le capitaine Barril, que des officiers appartenant à la DGSE ont donné ou peut-être vendu au **Monde**, au **Canard Enchaîné**, et à **L'Express** des informations les mettant sur la piste de la « troisième équipe ». A des journaux réputés de gauche, suivez mon regard et voyez l'astuce ! Je dis peut-être vendu, car, comme vous, je n'ai pas beaucoup d'illusions sur l'honneur de ces personnages qui n'ont pas hésité à mettre en cause un organisme qui les nourrit et à déclencher un scandale qui ne laissera pas intacte l'armée à laquelle ils appartiennent. Personnes sans loi, ni loi, de sacs et de cordes, lorsque la presse de droite après avoir flotté un instant, essaiera de les tirer d'affaire, il faudra poser parmi les pourquoi et les comment, le problème du « pognon » qui éventuellement ils ont pu touché pour leurs magouilles.

Aujourd'hui, on approche de la vérité. Oh ! n'ayez pas trop d'illusions, elle s'arrêtera à un niveau « raisonnable ». Nos « héros » ont commencé à se mettre à table et naturellement, ils vont mouiller quelques grosses fêtes afin de dégager leur responsabilité, et s'abriter derrière les « ordres » de leurs supérieurs. On voit déjà la manœuvre se dessiner, ce qui démontre, une fois de plus, l'imbécillité des règlements militaires. Et ils ne diront que ce qu'ils voudront. Donnant, donnant ! Les croiront qui voudra, car même si nos barbouzes sont des rigolos laissant sur leur passage les traces de leur bêtise, certains d'entre eux ont réussi à détruire les documents entassés au ministère par Hernu le jobart.

Bien sûr, les élections approchent et ces grotesques comptent sur l'arrivée de la droite au pouvoir pour reprendre leurs exploits. Voire ? Leurs patrons ne sont pas des enfants de cœur, les sentiments ne les étouffent pas, et de ce côté, ils risquent d'avoir des déboires. Mais parlons un peu des politiciens qui barbotent dans le jus !

Sonnez trompettes...

J'en étais là de ce texte lorsque Fabius est apparu à la lucarne. Hernu portera le chapeau. N'insistons pas ! Fils de gendarme, il a une tête à ça. Son tort est de s'être laissé carresser dans le sens du poil par des militaires qui le menaient par le bout de sa barbe. Il peut bien protester qu'il n'a pas donné l'ordre de couler le rafiot, et je le crois, son crime s'est de s'être laissé pié-

ger par la clique militaire et son « devoir » c'est de la couvrir ! Attitude noble et désintéressée ? Minute ! On le reverra aux affaires avec la garantie des militaires qui essaieront de nouveau leurs bottes sur sa jaquette !

Mais les autres ? Les autres, ils ont été à la hauteur de leur réputation. Pendant que les « chefs » la bouclaient, les seconds couteaux ont sorti l'artillerie. Disons dans la confusion la plus complète. Ils réclamaient une commission d'enquête, la démission de Fabius, la Haute-cour pour Mitterrand. Tous les journalistes à gages suivaient, s'en donnaient à cœur joie. Ah, les honnêtes gens ! Nommer tous ces margouillins dans notre journal serait leur faire trop d'honneur. Disons cependant que voir Lecanuet, cette vive perruche, quand il fut une fois ministre, qui amassa tant de conneries, que personne n'eut ensuite l'idée de lui offrir un porte-feuille... oui, voir Lecanuet faire son numéro, c'était pas triste. Mais la rigolade ne dure qu'un temps et se sont ceux qui réclamaient une commission d'enquête avec une voix rappelant celle des jacobins, qui, aujourd'hui, la refuse !

Ces abrutis venaient de s'apercevoir qu'au cœur de cette affaire, drivant des civils chiasseux, il y avait des militaires et que monsieur... l'honneur de l'armée ! Car dans ce monde des notables et des généraux, c'est l'honneur qui sert de papier hygiénique pour nettoyer les souillures de caleçon ! Alors, le ton a baissé. Sur la pointe des pieds, ils ont viré de bord, leurs regards se sont détournés de la « grande muette » pour se reposer sur les échéances électorales.

Les journalistes, eux, ont continué à chercher les « coupables ». Dame, c'est leur affaire !

Les coupables, c'est la société, ses notables, ses politiciens faibits à la solde de quelques « grandes gueules ». Son armée qui hurle à la vertu pour cacher ses vices, les journalistes qui sont leurs clients, un peuple qui croit qu'entretenir tant de ferraille et nourrir tant de galonnés a encore un sens.

Réfléchissez ? Cette affaire Greenpeace est une affaire médiocre qui ne doit son ampleur que parce qu'un homme est mort, parce qu'elle est devenue une affaire électorale, parce que là-bas, au bout du monde, un personnage pratiquement inconnu, un certain Lange, président d'un Etat qui exporte surtout le rugby a voulu se faire un peu de pub en présentant sa figure rigolarde au petit écran. Greenpeace, c'est surtout la démonstration de l'imbécillité congénitale des militaires.

L'affaire est-elle finie ? Tant qu'elle fera vendre du papier, tant qu'elle sera susceptible d'influencer les élections, elle continuera à faire la « une » de l'information. C'est dire qu'elle a encore de beaux jours.

« Sonnez trompettes... roulez tambours... les voilà qui passent... les dragons, les hussards, la garde... » De quoi se marrer non ?

Maurice Joyeux



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.